18.01.2012 – 15:59 Uhr

Union des villes: FAIF oui mais... le trafic d'agglomération n'est toujours pas reconnu

Berne (ots) -

Pour l'Union des villes suisses, le message sur le financement ferroviaire adopté aujourd'hui par le Conseil fédéral ne représente que partiellement une solution adéquate. D'une part, le Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) n'est pas suffisamment doté. D'autre part, le projet continue à ne pas formuler d'intention claire et contraignante sur la participation de la Confédération au financement du trafic d'agglomération. Le Conseil fédéral aggrave le manque de moyens de l'actuel fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération en lui retranchant des fonds. Le risque est grand de voir les villes et les agglomérations bloquées par des axes de trafic surchargés.

L'Union des villes suisses soutient l'intention du Conseil fédéral de donner au financement ferroviaire une base solide grâce au Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF), dont la création est proposée aux Chambres fédérales. Mais ce fonds ne remplira ses objectifs que s'il est doté de moyens suffisants. Or, rien n'indique que ce soit le cas dans le message adopté aujourd'hui. Les villes et les communes doivent en outre, une fois de plus, craindre des reports de charges sur leurs caisses, car les cantons devront désormais financer les infrastructures publiques de toutes les gares.

Concernant la participation financière des usagers du train au FIF, le projet risque de manquer sa cible. Les passagers des transports ferroviaires pourraient en effet opter pour la route. Le Conseil fédéral devrait encore revoir sa copie à propos de la deuxième phase d'augmentation du prix du sillon, qui doit rapporter 100 millions de francs. En revanche, il faudrait 5 à 6 milliards de francs dans la première étape d'extension pour réaliser les travaux urgents sur de nombreux réseaux du pays.

Un engagement pour le financement du trafic d'agglomération L'Union des villes suisses regrette que, dans le message sur le FAIF, le Conseil fédéral ne reconnaisse pas explicitement sa participation au financement du trafic d'agglomération, à long terme et avec des moyens suffisants. Sans investissements dans les agglomérations, qui connaissent déjà, depuis longtemps, les problèmes de trafic les plus importants du pays les réseaux de trafic urbain et d'agglomération ne pourront pas absorber les capacités plus élevées qui seront créées sur le rail grâce au FIF.

Le Conseil fédéral prévoit de ne plus financer les futurs projets de RER par le fonds d'infrastructure, mais par le FIF. Il simplifie ainsi, à juste titre, la systématique du financement. Mais il est inacceptable que, pour ce faire, des moyens soient retranchés de l'actuel fonds d'infrastructure déjà sous-doté. Le Conseil fédéral prend ainsi le risque de laisser les villes et les agglomérations étouffer sous des axes de trafic surchargés.

L'actuel fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération a l'avantage de réunir les trois niveaux d'Etat pour une planification intégrant tous les participants au trafic. Mais, étant donné l'énorme besoin de rattrapage dans ce domaine, ses moyens sont insuffisants. De plus, son existence est limitée à fin 2027. Si la Confédération veut vraiment prendre au sérieux la politique d'agglomération, elle doit pérenniser la base lui permettant de co-financer le trafic d'agglomération.

Contact:

Renate Amstutz
Directrice de l'Union des villes suisses
Tél.: +41/31/356'32'32

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100711504 abgerufen werden.